

SÉCURITÉ CULTURELLE AUTOCHTONE :
*analyse environnementale des initiatives de sécurité
culturelle au Canada - Chapitre 8 : initiatives de
sécurité culturelle au Québec*



Centre de collaboration nationale
de la santé autochtone



National Collaborating Centre
for Indigenous Health

SÉCURITÉ CULTURELLE ET RELATIONS RESPECTUEUSES

© 2024, 2025 Centre de collaboration nationale de la santé autochtone (CCNSA). Cette publication a été financée par le CCNSI et rendue possible grâce à une contribution financière de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC), de Santé Canada et de Services aux Autochtones Canada (SAC). Les opinions exprimées ici ne représentent pas nécessairement celles de l'ASPC, de Santé Canada ou de SAC.

Remerciements

Le CCNSA fait appel à une méthode externe d'examen à l'aveugle pour les documents axés sur la recherche, qui font intervenir des analyses de la documentation ou une synthèse des connaissances, ou qui comportent une évaluation des lacunes en matière de connaissances. Nous tenons à remercier nos réviseurs, qui ont généreusement donné leur temps et fourni leur expertise dans le cadre de ce travail. Rendu possible en partie grâce au financement de Santé Canada et de Services aux Autochtones Canada (SAC).

Cette publication peut être téléchargée depuis le site Web ccnsa.ca.

Tous les documents du CCNSA sont offerts gratuitement et peuvent être reproduits, en totalité ou en partie, accompagnés d'une mention adéquate de la source et de la référence bibliographique. Il est possible d'utiliser tous les documents du CCNSA à des fins non commerciales seulement. Pour nous permettre de mesurer les répercussions de ces documents, veuillez nous informer de leur utilisation.

Note aux lecteurs : Si toutes les ressources des chapitres sur la sécurité culturelle autochtone étaient accessibles gratuitement sur Internet au moment de leur inclusion, le CCNSA n'assume aucune responsabilité en cas d'hyperliens brisés ou de modification à la gratuité de l'accès. Les ressources répertoriées sont, en grande partie, des ressources externes au CCNSA. Elles ne visent que des fins d'information générale, et sont fournies en l'état et selon leurs disponibilités. Veuillez consulter l'avis de non-responsabilité du CCNSA, dans sa **Politique de confidentialité**.

The English version is also available at nccih.ca under the title: *Indigenous cultural safety: An environmental scan of cultural safety initiatives in Canada - Chapter 8: Cultural safety initiatives in Quebec*.

Référence bibliographique : Centre de collaboration nationale de la santé autochtone. (2024). Chapitre 8 : initiatives de sécurité culturelle au Québec. Dans *Sécurité culturelle autochtone : analyse environnementale des initiatives de sécurité culturelle au Canada*.

Pour de plus amples renseignements ou pour obtenir d'autres exemplaires, veuillez nous joindre au :

Centre de collaboration nationale de la santé autochtone (CCNSA)
3333, University Way
Prince George (C-B)
V2N 4Z9 Canada

Téléphone : 250 960-5250
Télécopieur : 250 960-5644
Courriel : ccnsa@unbc.ca
Web : ccnsa.ca

ISBN (format imprimé) : 978-1-77368-434-5
ISBN (format en ligne) : 978-1-77368-435-2

TABLE DES MATIÈRES



INTRODUCTION -----	4
LÉGISLATION -----	5
ENTENTES DE PARTENARIAT -----	6
Partenariats tripartites -----	6
Partenariats bilatéraux -----	6
INTERVENTIONS RELATIVES AUX POLITIQUES ET AUX PROGRAMMES -----	7
Interventions tripartites -----	7
Interventions provinciales -----	7
Interventions du système de santé -----	8
INTERVENTIONS ORGANISATIONNELLES -----	11
Interventions des organisations professionnelles et des organismes de réglementation -----	11
Interventions organisationnelles autochtones -----	11
Interventions organisationnelles générales (non autochtones) ---	13
RESSOURCES ÉDUCATIVES ET INITIATIVES DE FORMATION -----	14
Ressources éducatives et initiatives de formation du gouvernement provincial -----	14
Ressources éducatives et initiatives de formation du système de santé -----	14
Ressources éducatives et initiatives de formation des organisations professionnelles et des organismes de réglementation -----	14
Ressources éducatives et initiatives de formation conçues par les Autochtones -----	14
Autres ressources éducatives et initiatives de formation -----	15
RÉSUMÉ -----	16
BIBLIOGRAPHIE (en anglais seulement) -----	18



Download publications at
nccih.ca/34/Publication-Search.nccih



Télécharger des publications à
ccnsa.ca/524/Recherche-publication.nccih



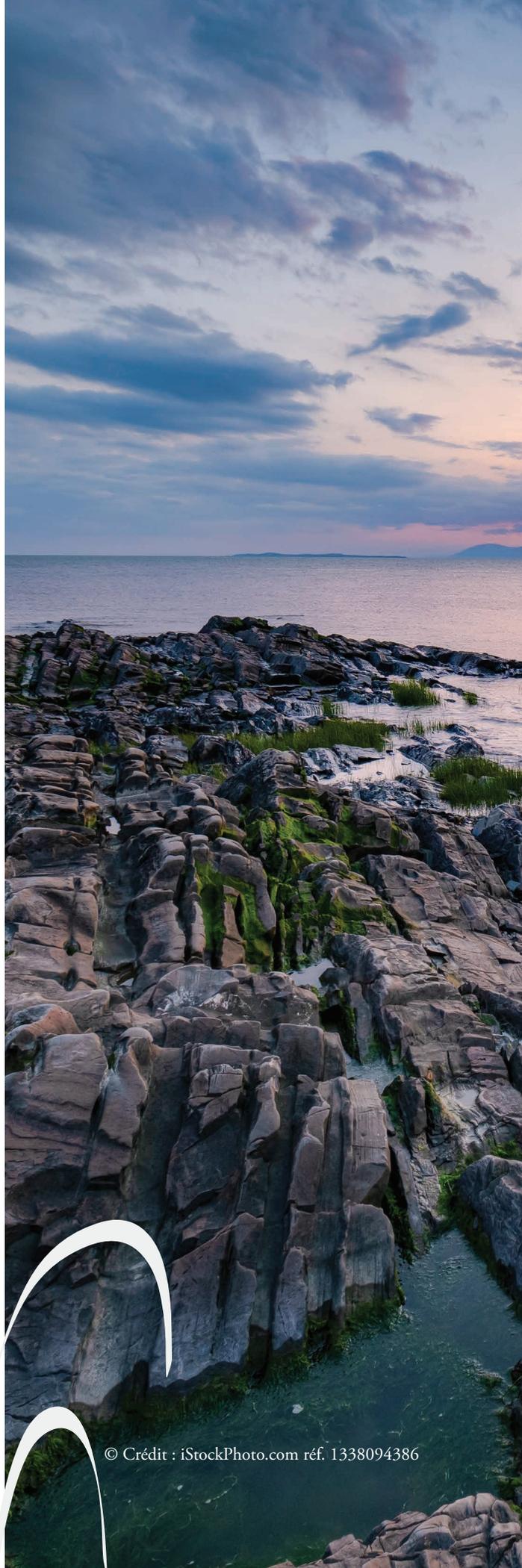
issuu.com/nccah-ccnsa/stacks

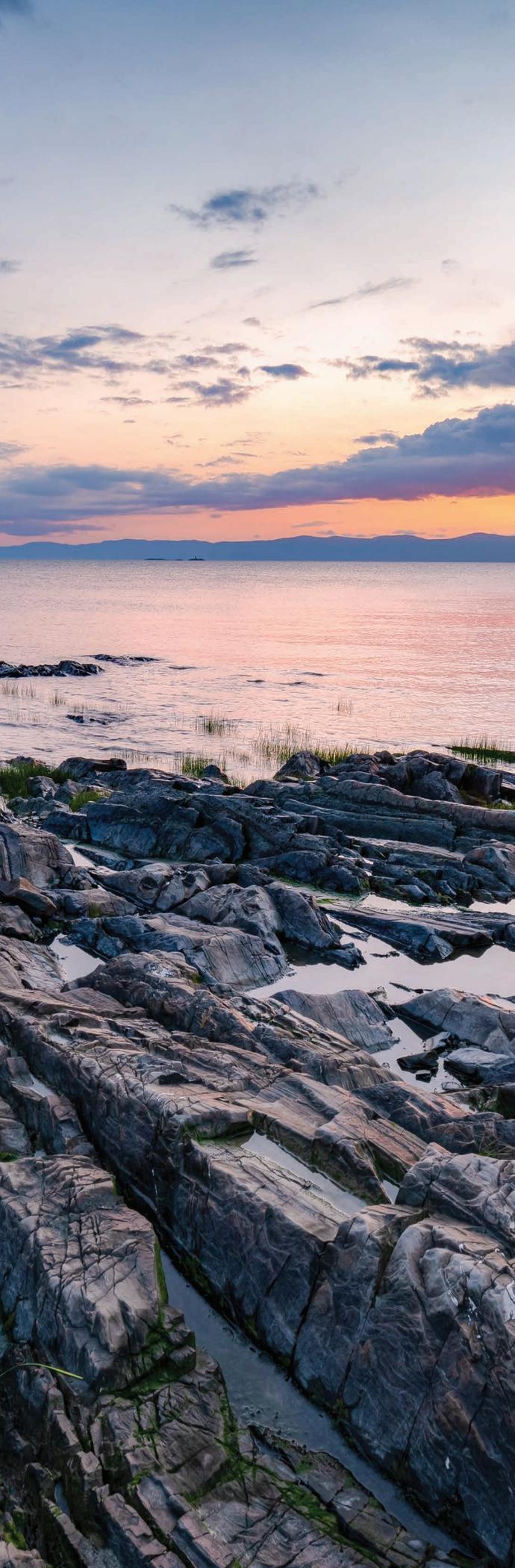
INTRODUCTION

Ce chapitre est consacré aux initiatives de sécurité culturelle au Québec qui ont été recensées dans le cadre de l'analyse environnementale plus générale. Conformément au modèle de changement proposé par Margo Greenwood, Ph. D. (2019), il répertorie les mesures de niveau structurel, comme la législation, les ententes de partenariat tripartites et bilatérales, ainsi que les initiatives stratégiques visant à promouvoir la sécurité et l'humilité culturelles et l'antiracisme dans la prestation des services de santé, grâce notamment à des avancées dans l'autodétermination des Autochtones sur la planification, la conception et la prestation des soins de santé. Il tient également compte des interventions des organisations nationales autochtones et non autochtones ayant un mandat de santé au niveau du système, dont des plans d'action stratégiques, des énoncés de position, des compétences professionnelles et des normes de pratique et des directives. Les dernières sections du chapitre offrent un aperçu des ressources éducatives et des initiatives de formation sur la sécurité culturelle élaborées par des organisations autochtones et non autochtones et par des ministères du gouvernement provincial.

Il est important de rappeler aux lectrices et aux lecteurs les limites méthodologiques des résultats obtenus pour le Québec. En particulier, dues au fait que tous les termes utilisés lors des recherches sur Internet étaient en anglais, de telle sorte que l'analyse environnementale peut ne pas avoir bien ciblé toutes les initiatives de sécurité culturelle pertinentes, puisque le français est la langue première du gouvernement du Québec.

Avis aux lecteurs : En 2017, le gouvernement fédéral a remplacé Affaires autochtones et du Nord Canada (AFNC) par deux nouveaux ministères, Services aux Autochtones Canada et Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, pour illustrer son engagement envers la réconciliation.





LÉGISLATION

Gouvernement du Québec

Loi sur les services de santé et les services sociaux, 1995

En 1995, le gouvernement du Québec a adopté une loi visant à maintenir et améliorer les capacités physiques, mentales et sociales des personnes à agir au sein de leur communauté dans les domaines de la santé et des services sociaux (Government of Quebec, 1995)*. La loi établit un mode d'organisation de la santé et des services sociaux visant, entre autres, à assurer que les services soient accessibles sur les plans géographique et linguistique, adaptés culturellement et sécuritaires, et qu'ils correspondent aux besoins des individus et des familles. La loi établit aussi la Régie régionale de la santé et de services sociaux du Nunavik (RRSSSN) et le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James (CCSSSJ), permettant ainsi la prestation de services sécuritaires et adaptés culturellement dans ces régions.

<https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/S-4.2>



* Toutes les références bibliographiques citées dans ce rapport sont en anglais seulement.

ENTENTES DE PARTENARIAT



Partenariats tripartites¹

Gouvernement du Canada, gouvernement du Québec et peuple Mi'gmaq

Entente tripartite provisoire sur la consultation et l'accommodement des Mi'gmaq, 2012

Cette entente tripartite entre les gouvernements fédéral et provincial et le peuple Mi'gmaq du Québec établit une procédure pour que les gouvernements provincial et fédéral puissent consulter les Mi'gmaq concernant les enjeux liés aux droits et aux titres autochtones, et aux droits issus des traités.

<https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1360079520382/1539610761048>

Accord Niganita'suatas'gl IIsutaqann, 2008

Cette entente tripartite entre les gouvernements fédéral et provincial et le peuple Mi'gmaq du Québec vise à établir une relation de réconciliation et de coexistence par le biais d'un mécanisme tripartite qui permet d'aborder et de résoudre ensemble les questions présentant un intérêt mutuel. La démarche suppose la création de deux cercles. Le cercle des dirigeants (Gigto'qi Niqan'pugultijig) est un forum d'échange, de réflexion et de dialogue pour favoriser une meilleure compréhension des intérêts respectifs des participants et résoudre les différends, et le cercle des délégués et des représentants (Mgnigng) définit les enjeux et les intérêts communs et élabore des plans de travail pour résoudre ces enjeux.

<https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1298562489774/1539610282133>

Partenariats bilatéraux²

Aucun.

¹ Aux fins du présent rapport, les activités tripartites sont définies comme des activités auxquelles participent des entités des gouvernements fédéral et provinciaux/territoriaux, ainsi que plusieurs entités appartenant à des organisations autochtones ou au secteur de la santé.

² Aux fins du présent rapport, les activités bilatérales sont définies comme des activités auxquelles participent n'importe quel nombre d'entités soit du gouvernement fédéral, soit de gouvernements provinciaux/territoriaux (mais non de ces deux paliers), ainsi que plusieurs entités appartenant à des organisations autochtones ou au secteur de la santé.





INTERVENTIONS RELATIVES AUX POLITIQUES ET AUX PROGRAMMES

Interventions tripartites

Aucune.

Interventions provinciales

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics, gouvernement du Québec

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics : écoute, réconciliation et progrès... un an d'action, rapport final, 2019

Ce rapport présente l'ensemble des résultats de l'enquête publique sur les peuples autochtones et les services publics au Québec, notamment les services policiers, les services de justice, les services correctionnels, la santé et les services sociaux et les services de protection de la jeunesse. L'enquête a nécessité plus de deux ans de consultations auprès d'intervenants autochtones et 1 047 témoignages de gens issus des Premières Nations. La Commission a ensuite formulé 142 appels à l'action pour la réconciliation avec ces services publics et de ce nombre, 34 concernent la santé et les services sociaux.

- Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics : écoute, réconciliation et progrès... un an d'action : <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/commission-d-enquete-sur-les-relations-entre-les-autochtones-et-certains-services-publics-ecoute-reconciliation-et-progres-un-an-d-action-891404029.html>

Gouvernement du Québec – Groupe d'action contre le racisme

Le racisme au Québec : tolérance zéro – Rapport du groupe d'action contre le racisme, 2020

Le 15 juin, le gouvernement du Québec a créé le Groupe d'action contre le racisme, avec comme mandat d'élaborer une série de mesures concrètes qui parviendront à combattre efficacement le racisme dans la province. Ce document se concentre sur les personnes les plus vulnérables au racisme – minorités visibles et peuples autochtones – et propose 25 mesures concrètes dans les grands domaines que sont la discrimination policière, l'accès au logement, l'accès à l'emploi, l'éducation à la lutte contre le racisme et pour un gouvernement qui donne l'exemple.

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/politiques_orientations/Groupe_action_racisme/RA_GroupeActionContreRacisme.pdf?1607993548

Secrétariat aux affaires autochtones et Direction des communications

Faire plus, faire mieux : Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits, 2017-2022

Produit à la suite de consultations nombreuses et approfondies auprès de divers intervenants autochtones, ce document fait part de l'engagement du gouvernement du Québec à l'égard des nations autochtones et de la réconciliation. On y explique les mesures que le gouvernement souhaite mettre en œuvre dans les domaines de la langue, de la culture, de la santé et des services sociaux, de l'éducation, de l'emploi, du logement, de la justice, de la sécurité, de la recherche, de l'égalité des genres, de la jeunesse et de la participation citoyenne.

<https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/3532555>

Interventions du système de santé

Gouvernement du Québec, Centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) et Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS)

Investissement de 15 M\$ pour la sécurisation culturelle auprès des membres des Premières Nations et des Inuits dans le réseau de la santé et des services sociaux, novembre 2020

Un mois après l'indignation générale soulevée par le traitement raciste dont avait été victime Joyce Echaquan dans un hôpital du Québec, le gouvernement du Québec annonçait, le 6 novembre 2020, qu'il consacrerait 15 millions \$ à un programme visant à améliorer la qualité des services de soins de santé pour les Autochtones vivant au Québec en finançant des initiatives de lutte contre le racisme et la discrimination à l'encontre des Autochtones dans la province (ministre responsable des Affaires autochtones, 2020). Le programme quinquennal vise à mettre en place des mesures ciblées qui amélioreront la sécurité culturelle des membres des Premières Nations et des Inuits dans le secteur de la santé et des services sociaux. Parmi ces mesures, citons de la formation en sécurité culturelle à l'intention des gestionnaires et des intervenants du réseau de la santé, l'ajout d'agents de liaison au sein des établissements pour faciliter les relations avec les communautés et les organisations autochtones et l'attribution d'un financement permettant l'embauche de navigateurs de service autochtones recrutés en partenariat avec des organisations autochtones, et dont la tâche consistera à aider la clientèle autochtone à cheminer dans le réseau de la santé du Québec.

Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (RRSSSN)

Une vision intégrée de la sécurisation culturelle du réseau de la santé et des services sociaux du Nunavik, novembre 2018

Ce document contient le mémoire du RRSSSN présenté à la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès. Il présente la vision intégrée de la RRSSSN et les étapes mises en œuvre pour atteindre la sécurité culturelle dans la santé et les services sociaux au Nunavik.

https://nrbhss.ca/sites/default/files/documentations/corporatives/memoire_rrsssn_cerp_final_fr.pdf

Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (RRSSSN) et Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James (CCSSBJ)

Des soins et des services de qualité et culturellement adaptés pour les patients inuits et cris du Nord-du-Québec atteints de cancer, 2014-2017

Financé par le Partenariat canadien contre le cancer (PCC), ce projet vise à améliorer la qualité et la pertinence culturelle des soins et des services de santé pour les patients membres des Premières Nations et les Inuits atteints de cancer vivant dans le nord du Québec. Le projet a donné lieu à la production de livrets d'information régionaux sur les services, outils et aides à la décision offerts localement pour aider les patients à cheminer dans leur parcours avec le cancer, a permis d'améliorer le programme de formation en compétences culturelles pour les prestataires de soins au Nunavik et l'élaboration d'une stratégie préliminaire de contrôle du cancer pour la population inuite de la région (CPAC, n.d.).

Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Création de nouveaux postes d'officiers de liaison autochtones

Le 25 février 2021, la Régie de la santé de Lanaudière a annoncé l'embauche de deux membres de la communauté atikamekw à titre d'officiers de liaison afin d'améliorer les relations avec les Autochtones. La Régie a également annoncé l'embauche prochaine d'un adjoint à la direction générale qui sera responsable des relations avec les Autochtones et d'un commissaire adjoint chargé des plaintes et de la qualité du service offert concernant les communautés autochtones (Plante, 2021).





INTERVENTIONS ORGANISATIONNELLES



Interventions des organisations professionnelles et des organismes de réglementation

Aucune.

Interventions organisationnelles autochtones

Assemblée des Premières Nations
Québec-Labrador (APNQL)

Plan d'action de l'APNQL sur le racisme et la discrimination, 2020

Inspiré des interactions entre les résidents du Québec faisant partie des Premières Nations et les résidents non autochtones, ce plan d'action définit des mesures et des indicateurs visant à mettre fin au racisme et à la discrimination dans la province (AFNQL, 2020).

Engagement with non-Indigenous Quebecers and First Nations about Racism and Discrimination (dialogue avec des Québécois non autochtones sur le racisme et la discrimination), 2019

L'APNQL a mené un sondage en ligne auprès des non-Québécois sur leur opinion des Premières Nations au Québec dans le but de réunir des perceptions des Premières Nations, du racisme et de la discrimination, et a eu des échanges avec des membres des Premières Nations en vue de définir les mesures susceptibles de favoriser la réconciliation et de mettre fin au racisme et à la discrimination. Les résultats de cette mobilisation ont servi de base à l'élaboration d'un plan d'action (AFNQL, 2020).

Conseil des Atikamekw de Manawan (CDAM)
et Conseil de la Nation Atikamekw (CNA)

Le Principe de Joyce, 2020

À la suite du décès de Joyce Echaquan, une femme atikamekw de 37 ans victime de racisme dans un hôpital de Joliette, le CDAM et le CNA ont déposé au bureau du premier ministre du Québec et à celui du premier ministre du Canada un document demandant aux deux gouvernements d'adopter unanimement le « Principe de Joyce » afin d'affirmer les droits des populations autochtones du Québec et du Canada relativement aux soins de santé et aux services sociaux. Le principe vise à garantir « le droit d'avoir accès, sans aucune discrimination, à tous les services sociaux et de santé ». Dans ce document, on demande aux gouvernements de s'engager à adopter un ensemble de mesures qui permettront de créer des systèmes de santé et de services sociaux exempts de discrimination pour les Autochtones. Le gouvernement du Québec a rejeté le principe parce qu'il exigeait la reconnaissance de l'existence du racisme systémique.

[https://principedejoyce.com/sn_uploads/
principe/Principe_de_Joyce__FR.pdf](https://principedejoyce.com/sn_uploads/principe/Principe_de_Joyce__FR.pdf)





© Crédit : iStockPhoto.com réf. 1344856917

Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL)

La santé publique chez les Premières Nations au Québec : une responsabilité partagée pour une action concertée, 2018

Ce rapport présente les principales conclusions et recommandations issues des travaux de la CSSSPNQL qui visaient à analyser comment sont offerts et organisés les services de santé publique dans les communautés de Premières Nations au Québec. Le rapport aborde les situations et les défis particuliers découlant des responsabilités partagées entre les gouvernements fédéral et provincial de l'organisation des soins de santé et des services sociaux dans les communautés de Premières Nations et demande la mise en place d'une approche intégrée et coordonnée afin d'améliorer la santé et le bien-être des Premières Nations au Québec.

<https://files.cssspnql.com/index.php/s/Cfw7hRGpcod2LWI> (AN)

Plan directeur de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec, 2007-2017

Produit en étroite collaboration avec les communautés de Premières Nations en consultation avec des experts reconnus en santé et services sociaux, ce document présente un plan d'action sur 10 ans pour combler les écarts entre l'état de santé des Autochtones et des non-Autochtones vivant au Québec et au Labrador, et accélérer les changements structurels dans la prestation de soins de santé et de services sociaux (FNQLHSSC, 2007). Le plan directeur adopte une approche globale et s'appuie sur les communautés et les valeurs des Premières Nations et reconnaît l'autodétermination des Premières Nations pour la définition et la mise en œuvre de services de santé et de services sociaux aptes à répondre aux besoins et aux contextes particuliers des communautés.

- **Version condensée** <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2482216> (AN)

Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

Évaluation des besoins des Autochtones de la ville de Gatineau, 2017

Ce rapport présente les conclusions de l'évaluation des besoins des Autochtones vivant en milieu urbain à Gatineau, une évaluation réalisée par le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec. L'étude souligne la nécessité d'offrir des espaces sécuritaires et des services sécuritaires sur le plan culturel à cette population, qui a souvent accès à des services culturellement adaptés en anglais, en Ontario.

<https://www.rcaaq.info/wp-content/uploads/2018/02/FR-Gatineau-Evaluation-.pdf>

Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or

Innovation sociale et transformation institutionnelle en contexte autochtone : la Clinique Minowé du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, 2020

Élaboré par l'Alliance de recherche ODENA, une initiative commune mettant à contribution des représentants de la société civile autochtone et des chercheurs universitaires participant à une démarche de cocréation de connaissances, avec comme objectif d'améliorer la qualité de vie des Autochtones vivant en milieu urbain au Québec, ce document présente l'historique institutionnel de la Clinique Minowé, créée en 2009 par le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or afin de transformer la prestation de services de santé et de services sociaux à la clientèle autochtone vivant à Val-d'Or.

https://espace.inrs.ca/id/eprint/9714/1/L%C3%A9vesque_2019.pdf

Interventions organisationnelles générales (non autochtones)

Foyer pour femmes autochtones de Montréal, Université Concordia, Centre de la petite enfance Soleil Le vent/Rising Sun et Clinique jeunesse du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Un pas en avant, deux pas en arrière : les services d'aide sociale à l'enfance offerts à la clientèle autochtone de Montréal – Rapport final, 2019

Ce rapport, produit grâce à une collaboration entre deux prestataires de services travaillant à améliorer les services d'aide à l'enfance destinés aux enfants et aux familles autochtones de Montréal, présente les conclusions d'un projet de recherche-action qui visait à établir la proportion de familles desservies par l'organisation, les outils dont les travailleurs ont besoin pour offrir de meilleurs services et les obstacles à la prestation de services adaptés sur le plan culturel.

https://www.csdepj.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Documents_deposes_a_la_Commission/P-102_Rapport_2019_Un_pas_avant_deux_pas_arriere_Services_Aide_Enfance.pdf



RESSOURCES ÉDUCATIVES ET INITIATIVES DE FORMATION



Ressources éducatives et initiatives de formation du gouvernement provincial

Aucune.

Ressources éducatives et initiatives de formation du système de santé

Aucune.

Ressources éducatives et initiatives de formation des organisations professionnelles et des organismes de réglementation

Aucune.

Ressources éducatives et initiatives de formation conçues par les Autochtones

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec et Institut Tshakapesh

Mythes et réalités sur les peuples autochtones, 3^e édition, 2019

Ce document répond à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et au mouvement pour une réconciliation en cherchant à dissiper les mythes et à remédier aux perceptions négatives à l'égard des Autochtones en favorisant une meilleure compréhension de ce qu'ont vécu ces peuples avec la colonisation et des répercussions qu'elle a eue sur leur santé et leur bien-être.

<https://www.cdpcj.qc.ca/storage/app/media/publications/Mythes-Realites.pdf>



Commission de la santé et de services sociaux
des Premières Nations du Québec et du
Labrador (CSSSPNQL)

***Trousse info-cancer des Premières Nations
du Québec à l'intention des intervenants
œuvrant auprès des Premières Nations, n.d.***

Cette trousse d'outils livre de l'information à l'intention du personnel soignant œuvrant auprès de membres des Premières Nations atteints de cancer au Québec. On y traite du continuum de services, des symptômes de la maladie, du dépistage du cancer, du diagnostic et du suivi et des types les plus courants de cancers chez les membres des Premières Nations et les Inuits de Québec. On y dresse aussi un portrait du cancer actuellement au Québec et on y aborde le lien entre la nutrition et le cancer.

<https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2489664>

RÉSEAU de la communauté autochtone
à Montréal

***Trousse d'outils pour les allié(e)s des luttes
autochtones, n.d.***

Cette trousse d'outils contient des astuces que les milieux de travail et les organisations pourront mettre en pratique pour être de bons alliés.

<https://reseauatlnetwork.com/wp-content/uploads/2022/12/Trousse-1.pdf>

Foyer pour femmes autochtones de Montréal,
Université Concordia, Centre de la petite
enfance Soleil Le vent/Rising Sun et Clinique
jeunesse du Centre intégré universitaire de
santé et de services sociaux de l'Ouest-de-
l'Île-de-Montréal

***Un pas en avant, deux pas en arrière : les
services d'aide sociale à l'enfance offerts à la
clientèle autochtone de Montréal – Rapport
final, 2019***

Ce rapport, produit grâce à une collaboration entre deux prestataires de services travaillant à améliorer les services d'aide à l'enfance destinés aux enfants et aux familles autochtones de Montréal, présente les conclusions d'un projet de recherche-action qui visait à établir la proportion de familles desservies par l'organisation, les outils dont les travailleurs ont besoin pour offrir de meilleurs services et les obstacles à la prestation de services adaptés sur le plan culturel.

https://www.csdepj.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Documents_deposes_a_la_Commission/P-102_Rapport_2019_Un_pas_avant_deux_pas_arriere_Services_Aide_Enfance.pdf

[Autres ressources éducatives et
initiatives de formation](#)

Aucune.



RÉSUMÉ



Le système de santé provincial du Québec promeut l'intégration des services de santé et des services sociaux. Cette intégration se reflète dans toute la province par l'établissement de centres des services de santé et des services sociaux qui ont la responsabilité d'assurer des services de santé ou des services sociaux de qualité, sûrs, accessibles, et de façon continue qui respectent les droits et les besoins spirituels des personnes (An Act respecting health and social services for the Inuit and Naskapi, 1991, chap. 2). Les Premières Nations et les Inuits, qui vivent dans la région de la baie James, disposent de tels modèles intégrés de prestation des services de santé et des services sociaux, depuis 1995. Ces modèles – la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (RRSSSN) et Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James (CCSSSBJ) – permettent aux Premières Nations et aux Inuits, respectivement, d'exercer un degré élevé d'autodétermination pour les questions liées à la santé et aux services sociaux. Outre l'intégration des perspectives des Premières Nations et des Inuits à la prestation de services par le biais de ces modèles intégrés, deux ententes tripartites prévoient des cadres pour l'intégration des perspectives mi'gmaq dans la planification et la prise de décision sur les questions touchant leur santé et leur bien-être.

La plupart des initiatives de sécurité culturelle à l'échelle des gouvernements provinciaux répertoriés à la suite d'une recherche dans Internet se concentrent sur de grandes stratégies pour la réconciliation et le racisme anti-autochtone dans la fonction publique, globalement. Citons notamment l'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics (désignée dans le présent document sous le nom « d'enquête publique »), qui recommandait que la sécurité culturelle soit intégrée à la prestation de services et fasse partie de ses 34 appels à l'action pour cheminer vers la réconciliation; que des évaluations des progrès vers la réalisation des engagements formulés dans le cadre de l'enquête publique soient réalisées; qu'un plan

d'action pour la lutte contre le racisme dans la province soit élaboré (Groupe d'action contre le racisme, 2020); et que soit publié le plan d'action *Faire plus, faire mieux* pour progresser vers la réconciliation (Secrétariat aux affaires autochtones et Direction des communications, 2017). En outre, le gouvernement provincial a réagi à l'indignation générale suscitée par le traitement raciste dont avait fait l'objet Joyce Echaquan, une femme atikamekw victime de racisme dans un hôpital de Joliette, en annonçant un investissement quinquennal de 15 millions \$ pour améliorer la qualité des services de soins de santé pour les Autochtones de la province (Blais, 2020). Malgré ces initiatives, le gouvernement du Québec n'a toujours pas reconnu l'existence du racisme systémique depuis le décès de Joyce Echaquan, ce qui pourrait constituer un obstacle potentiel à l'instauration et à la mise en place de la sécurité et de l'humilité culturelles dans le système de santé.

Seules quelques initiatives en matière de sécurité culturelle ont été répertoriées dans les systèmes de santé régionaux. On songe notamment au mémoire de la RRSSSN (2018) déposé à « l'enquête publique », dans lequel la Régie présentait sa vision de l'établissement de la sécurité culturelle au Nunavik et l'annonce, en février 2021, de la création de nouveaux postes pour améliorer l'expérience des patients autochtones à l'hôpital de Joliette.

Une large part du travail visant à faire avancer la sécurité culturelle dans la province est prise en charge par des organisations autochtones, notamment, la création du Principe de Joyce, en réponse au traitement raciste vécu par Joyce Echaquan. Les défenseurs du Principe de Joyce demandent un accès équitable aux services de santé et aux services sociaux, sans discrimination, pour les membres des Premières Nations de la province (CAM and CAN, 2020), mais cette demande a été rejetée jusqu'à maintenant par le gouvernement du Québec. Un travail d'appui aux priorités des Premières Nations en matière de santé et

de services sociaux a aussi été mené par la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL), formée par les chefs de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL) en 1994, et par l'APNQL. En 2007, la CSSSPNQL (2007) a élaboré et mis en œuvre une stratégie sur 10 ans pour transformer la prestation des services de santé et de services sociaux pour les membres des Premières Nations. En 2018, les chefs ont également amorcé un projet d'analyse de l'organisation et de la façon dont sont offerts les services de santé publique dans les communautés autochtones de la province, et sont arrivés à la conclusion qu'une approche intégrée et coordonnée était nécessaire pour relever les défis liés à la fragmentation de la prestation de services de santé à travers les divers gouvernements (FNQLHSSC, 2018). Dans la foulée de l'enquête publique, l'APNQL a suggéré des recommandations pour améliorer les relations entre le gouvernement provincial et les Premières Nations (AFNQL, 2018) et a préparé un plan d'action pour lutter contre le racisme et la discrimination (AFNQL, 2020).

À une échelle plus locale, plusieurs initiatives dirigées par des Autochtones ont été entreprises en vue d'améliorer la prestation de services pour les populations autochtones vivant en milieu urbain dans la province. Citons notamment une étude pour laquelle les Autochtones vivant en milieu urbain à Gatineau ont été mis à contribution pour préciser les besoins et priorités en matière de services de santé (Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, 2017), dont un projet visant à améliorer la qualité des services de soins du cancer pour les patients inuits et cris du Nord (CPAC, n.d.) et la mise en place, par le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, d'un modèle de prestation de services novateur, pris en charge par les Autochtones (clinique Minowé). Plusieurs organisations autochtones ont aussi conçu des outils pour aider les prestataires à offrir des services sécuritaires sur le plan culturel, notamment une trousse d'outils pour le personnel

soignant travaillant auprès de membres des Premières Nations atteints de cancer (FNQLHSSC, n.d.), une ressource qui vise à améliorer la compréhension des peuples autochtones (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec and Institut Tshakapesh, 2019), ainsi qu'une trousse d'outils pour les alliés des luttes autochtones (Montreal Urban Aboriginal Community Strategy Network, n.d.).

Une recherche sur Internet n'a permis de trouver aucune initiative de sécurité culturelle mise en œuvre par des organisations professionnelles du secteur de la santé ou par des organismes de réglementation dans la province, mais ces résultats pourraient être attribuables au fait que la recherche a été effectuée en anglais uniquement. Cette recherche a aussi permis de ne trouver qu'une seule initiative mise en œuvre par une organisation non autochtone dont le mandat se situe dans le domaine de la santé, soit un rapport produit en partenariat avec une organisation autochtone, qui visait à établir les obstacles et les facteurs facilitant la prestation, à Montréal, de services de protection de l'enfance adaptés culturellement.



BIBLIOGRAPHIE

(en anglais seulement)

An Act respecting health and social services for the Inuit and Naskapi, 1991, s-4.2. <https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/en/document/cs/s-4.2/20110613>

Assembly of First Nations Quebec-Labrador [AFNQL]. (2018). *Listening, reconciliation, progress? Brief submitted to Public Inquiry Commission on Relations between Indigenous Peoples and Certain Public Services in Quebec*.

Assembly of First Nations Quebec-Labrador (AFNQL). (2020). AFNQL action plan on racism and discrimination: First Nations reach out to Quebecers. *Cision*, September 20. <https://www.newswire.ca/news-releases/afnql-action-plan-on-racism-and-discrimination-first-nations-reach-out-to-quebecers-804120696.html>

Blais, S. (2020). Quebec invests \$15 million to improve care for Indigenous patients. *National Observer [online]*, November 7.

Canadian Partnership Against Cancer (CPAC). (n.d.). *Culturally adapted, quality care and services for Inuit and Cree patients with cancer from northern Québec*. <https://www.partnershipagainstcancer.ca/about-us/who-we-are/first-nations-inuit-metis/foundational-work/inuit-cree-northern-quebec/>

Commission des droits de la personne et les droits de la Jeunesse Quebec and Institut Tshakapesh. (2019). *Aboriginal Peoples: Fact and fiction, 3rd Edition*. <https://cssspnql.com/en/produit/blueprint-quebec-first-nations-health-and-social-services-2007-2017/>

Council of Atikamekw of Manawan (CAM), and Council of Atikamekw Nation (CAN). (2020). *Joyce's Principle*. https://www.atikamekwsipi.com/public/images/wbr/uploads/telechargement/Doc_Principe-de-Joyce.pdf

First Nations of Quebec and Labrador Health and Social Services Commission (FNQLHSSC). (n.d.). *Cancer info-kit for First Nations of Quebec: For caregivers working with First Nations populations*. <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2489666>

First Nations of Quebec and Labrador Health and Social Services Commission (FNQLHSSC). (2007). *Quebec First Nations health and social services blueprint 2007-2017*. Retrieved July 10, 2022 from <https://centredoc.cssspnql.com/cgi-bin/koha/opac-detail.pl?biblionumber=184>



First Nations of Quebec and Labrador Health and Social Services Commission [FNQLHSSC]. (2018). *Public health for First Nations in Quebec: Shared responsibility concerted action discussion paper*. <https://cssspnql.com/en/produit/public-health-for-first-nations-in-quebec-shared-responsability-concerted-action/>

Government of Quebec. (1995). *Act respecting health and social services*. <http://legisquebec.gouv.qc.ca/en/ShowDoc/cs/S-4.2>

Greenwood, M. (2019). Modelling change and cultural safety: a case study in northern British Columbia health system transformation. *Healthcare Management Forum*, 32(1), 11-14.

Group d'action contre le racism. (2020). *Racism in Québec: Zero tolerance – Report of the Group d'action contre le racism*. Government of Quebec. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/politiques_orientations/Groupe_action_racisme/RA_GroupeActionContreRacisme_AN_MAJ.pdf?1608750405

Ministre Responsable des Affaires Autochtones. (2020). Investment of \$15 million in cultural safety for members of First Nations and Inuit in the health and social services sector. *Cision*, November 6. <https://www.newswire.ca/news-releases/investment-of-15-million-in-cultural-safety-for-members-of-first-nations-and-inuit-in-the-health-and-social-services-sector-840324956.html>

Montreal Urban Aboriginal Community Strategy Network. (n.d.). *Indigenous ally toolkit*. Retrieved April 14, 2021 from <https://reseauumtlnetwork.com/en/publication/ally-toolkit/>

Plante, C. (2021). Indigenous people to be better served by Lanaudière health authority, Quebec says. *Montreal Gazette [online]*, February 25. <https://www.montrealgazette.com/news/article597768.html>

Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec. (2017). *Needs Assessment of Indigenous People in Gatineau*. http://www.rcaa.qc.ca/wp-content/uploads/2018/04/%C3%89valuation-des-besoins-de-Gatineau_2017_EN.pdf

Secrétariat aux Affaires Autochtones and Direction des Communications. (2017). *Do More, Do Better: Government Action Plan for the Social and Cultural Development of the First Nations and Inuit, 2017-2022*. Government of Quebec. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/conseil-executif/publications-adm/srpni/administratives/plan_action/en/Feuillet-PAS-orientations-en.pdf



